

القوانين الأوروبية وقانون الأسرة : مساهمة في دراسة ديناميات التقارب

فهرس رسالة دكتوراه

TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale	1
PREMIÈRE PARTIE	
LES FIGURES DIVERSES DU RAPPROCHEMENT	23
TITRE 1.....	
LE DIALOGUE ENTRE LES DEUX ORDRES JURIDIQUES EUROPEENS SUPRANATIONAUX.....	25
Chapitre 1	
LA CONCURRENCE DES ORDRES JURIDIQUES EUROPEENS SUPRANATIONAUX.....	27
Section 1 : La construction d'un espace juridique commun par le Conseil de l'Europe	29
§ 1. La promotion de la coopération juridique.....	29
A. L'acception large du champ d'application de la coopération juridique	30
B. Les organes spécialisés dans la coopération juridique en matière familiale	32
1. Les organes spécialisés du Comité des Ministres.....	33
a. Le comité européen de coopération juridique (CDCJ)	33
1°) Le Comité d'experts sur le droit de la famille (CJ-FA)	34
2°) Le groupe de spécialistes sur une justice adaptée aux enfants (CJ-S-CH)	34
b. Le comité européen pour la cohésion sociale (CDCS).....	35
c. Le comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CDEG)	36
2. Les organes spécialisés de l'Assemblée parlementaire.....	38
§2. La protection des droits fondamentaux	40
A. La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Conv. ESDH).....	40
1. Le contrôle juridictionnel de la Cour EDH	41
2. Le contrôle politique du Comité des Ministres	44
B. La Charte sociale européenne	46
Section 2 : La construction d'un espace de liberté, de sécurité et de justice par l'Union européenne	51
§1. La famille et l'espace de liberté.....	52
A. L'appréhension du droit de la famille par le moyen de la libre circulation des citoyens européens	52
B. L'intervention en droit de la famille par le moyen de la protection des droits de l'homme.....	56

1. La consécration progressive des droits fondamentaux dans le droit de l'Union européenne	56
2. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	58
a. L'influence de la Charte avant son entrée en vigueur.....	60
b. L'influence de la Charte depuis son entrée en vigueur.....	64
§2. La famille et l'espace de justice.....	68
A. Les bases juridiques et politiques de l'intervention de l'Union européenne.....	68
B. Les initiatives de l'Union européenne en droit de la famille.....	71
1. La diversité des matières familiales concernées par la coopération judiciaire civile	71
a. Les initiatives en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale	71
b. Les initiatives en matière d'obligations alimentaires.....	72
c. Les initiatives en matière de successions	74
d. Les initiatives en matière de régimes matrimoniaux	74
2. La légitimité de la coopération judiciaire civile en matière familiale.....	75
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	81
Chapitre 2.....	
LA COEXISTENCE HARMONIEUSE DES ORDRES JURIDIQUES EUROPEENS SUPRANATIONAUX.....	83
Section préliminaire : Le contexte général de coopération entre les deux organisations européennes.....	85
§1. Le contexte général de coopération politique	85
§2. Le contexte général de la coopération juridictionnelle.....	92
Section 1 : les influences normatives entre les deux ordres juridiques européens supranationaux.....	101
§1. La complémentarité des sources européennes concernant la protection des droits fondamentaux	101
A. L'action concordante des sources européennes en faveur de la protection des droits fondamentaux de la famille.....	104
1. Le droit au respect de la vie familiale.....	105
2. Le droit au mariage.....	107
3. L'égalité des couples et la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle.....	109
B. L'action complémentaire des sources européennes en faveur des droits fondamentaux de l'enfant.....	112

§2. La complémentarité des sources européennes en faveur de la création d'un espace de justice européen.....	116
Section 2 : La coopération jurisprudentielle des deux ordres juridiques européens supranationaux.....	125
§1. Les influences univoques.....	125
A. Droit au respect de la vie familiale et mesures d'expulsion.....	126
B. Droit au respect de la vie familiale et regroupement familial	131
C. Droit au respect de la vie familiale et enlèvement d'enfants	134
§2. Les influences réciproques	135
A. La reconnaissance du droit au nom	135
B. Le mariage transsexuel.....	138
1. Le rejet initial du mariage transsexuel	138
2. L'admission circonstanciée du mariage transsexuel	139
C. L'égalité des couples	142
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	151
CONCLUSION DU TITRE 1	153
TITRE 2.....	
LE DIALOGUE ENTRE LES DIVERS ORDRES JURIDIQUES EUROPEENS	155
Chapitre 1	
L'INFLUENCE DES DROITS EUROPEENS SUPRANATIONAUX SUR LES DROITS NATIONAUX DE LA FAMILLE	157
Section 1 : L'influence du droit européen supranational sur l'ordre juridique français	159
§ 1. L'impact des textes européens sur l'ordre juridique français	160
A. L'influence des textes européens sur le législateur français en droit de la famille	162
1. L'égalité des sexes en droit de la famille.....	163
2. Les droits de l'enfant	168
B. La réception du droit européen écrit par le juge français en matière familiale	175
1. L'influence croissante du droit écrit du Conseil de l'Europe sur le juge français	175
2. L'influence récente du droit de l'Union européenne sur le juge français.....	183
§ 2. L'impact de la jurisprudence européenne sur l'ordre juridique français	186
A. L'influence notoire de la jurisprudence européenne sur le législateur français.....	186
1. La prise en compte provoquée de la jurisprudence européenne	186
2. La prise en compte spontanée de la jurisprudence européenne.....	190
B. La prise en compte discrète de la jurisprudence européenne par le juge français	194
1. L'influence implicite et abondante de la Cour EDH.....	194

2. L'influence explicite, mais peu développée de la CJUE.....	205
Section 2 : L'influence du droit européen supranational sur les autres droits européens nationaux de la famille	211
§1. L'influence du droit européen sur les autorités normatives des autres pays	211
A. L'exemple belge.....	211
B. Les autres pays.....	215
§2. L'influence du droit européen supranational sur les juges nationaux des autres pays	218
A. L'exemple des juridictions belges.....	218
1. La Cour constitutionnelle belge.....	218
2. La Cour de cassation belge	223
B. L'exemple du juge allemand et du juge néerlandais	227
1. La Cour constitutionnelle allemande.....	227
2. La Cour de cassation néerlandaise	230
CONCLUSION DU CHAPITRE 1 :	235
Chapitre 2.....	
L'INFLUENCE DES ORDRES JURIDIQUES NATIONAUX SUR LES DIVERS ORDRES JURIDIQUES EUROPÉENS.....	237
Section 1 : L'impact des ordres juridiques nationaux les uns sur les autres en droit de la famille	239
§1. La place du droit comparé dans le cadre des travaux législatifs internes.....	239
A. L'exemple français.....	240
1. L'infléchissement du législateur français face au droit comparé.....	241
a. Le droit comparé : un « procédé argumentatif »	241
b. Le droit comparé : une source d'inspiration	244
2. Les résistances du législateur français face au droit comparé.....	246
a. Le droit comparé : un appui pour le législateur français.....	246
b. Le droit comparé : un indicateur parfois inexploité.....	247
B. Les exemples étrangers.....	250
1. L'exemple belge.....	250
2. Les exemples espagnol, portugais et anglais.....	253
§2. La place du droit comparé dans la technique juridictionnelle	255
A. Les raisons de l'intérêt porté par la pratique juridictionnelle aux droits et jurisprudences étrangers	256
B. La discrétion des juridictions nationales au sujet de l'utilisation du droit comparé.....	258

Section 2 : L'influence des ordres juridiques nationaux sur les droits européens supranationaux.....	263
§1. La place des ordres juridiques nationaux au stade de l'élaboration du droit européen supranational.....	263
A. L'intervention des Etats membres au stade de la conception du droit européen supranational.....	264
1. L'impulsion normative des Etats membres	264
a. La contribution normative des Etats membres au sein du Conseil de l'Europe.....	267
b. La contribution normative des Etats membres au sein de l'Union européenne 274	
2. La rédaction des normes européennes orientée par les Etats membres	276
B. L'intervention des Etats membres au stade de l'adoption du droit européen supranational.....	278
§2. La place des ordres juridiques nationaux au stade de la mise en œuvre du droit européen supranational.....	279
A. L'effectivité du droit européen supranational tributaire des systèmes juridiques nationaux.....	279
B. Le recours à la méthode comparative aux fins d'interprétation du droit européen par les juridictions européennes	282
1. La comparaison des droits nationaux dans la jurisprudence de la Cour EDH	282
2. La méthode comparative dans la jurisprudence de la CJUE	289
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	299
CONCLUSION DU TITRE 2.....	301
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	303
SECONDE PARTIE.....	
LA PORTÉE VARIABLE DU RAPPROCHEMENT	307
TITRE 1 :	
LA COORDINATION DES ORDRES JURIDIQUES EUROPÉENS EN DROIT DE LA FAMILLE	309
Chapitre 1.....	
LA COMMUNAUTARISATION FORMELLE	
DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DE LA FAMILLE.....	315
Section 1 : L'extension progressive de la coordination aux matières familiales.....	317
§1. La coordination tardive de la matière familiale	317
A. Une coordination du droit de la famille initialement restreinte.....	317
1. Les raisons de l'exclusion	318
2. L'exception des obligations alimentaires	319

B.	Une coordination du droit de la famille désormais admise	320
1.	Le nouveau contexte juridique	320
a.	L'impact de la question familiale sur le bon fonctionnement du Marché	320
b.	Le recul de la diversité des législations	322
2.	La naissance du droit international privé de la famille de l'Union européenne .	323
§2.	La coordination progressive des diverses matières familiales	325
A.	Le morcellement du droit international privé de la famille	326
1.	L'appréhension isolée des matières familiales coordonnées.....	326
2.	Les matières familiales non encore couvertes par la coordination	329
a.	Les difficultés engendrées par l'absence de coordination européenne	329
1°)	Le nom de famille.....	330
2°)	Le mariage.....	330
3°)	La filiation.....	331
4°)	L'adoption	332
b.	L'ouverture d'un débat.....	333
B.	Les inconvénients du morcellement	334
1.	Le risque d'incohérence et d'éclatement des procédures	334
2.	Le risque d'insécurité juridique	338
Section 2 :	La communautarisation progressive des techniques de coordination	341
§1.	Une communautarisation initialement limitée aux règles de conflit de juridictions.....	341
A.	L'absence initiale de règles de conflit de lois	341
B.	Les tentatives d'explications.....	344
§2.	Une communautarisation étendue aux règles de conflit de lois	346
A.	Les arguments en faveur de l'introduction de règles de conflit de lois	347
1.	Un facteur de sécurité juridique.....	347
2.	Un moyen juridique de lutte contre le <i>forum shopping</i>	349
B.	L'intégration désormais systématique de règles de conflit de lois	351
1.	L'introduction simultanée des diverses règles de conflit.....	351
2.	L'obstacle de l'unanimité	352
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	355
Chapitre 2	
LA COMMUNAUTARISATION MATÉRIELLE	
DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DE LA FAMILLE	357
Section 1 :	Le choix des règles influencé par les objectifs de l'Union européenne	359

§1. Le choix de critères servant le principe de non-discrimination.....	359
A. La préférence accordée au principe de proximité	360
1. Le choix principal du critère de la résidence habituelle.....	360
2. La commodité du critère de la résidence habituelle.....	362
3. L'absence de définition de la résidence habituelle	363
B. L'hostilité manifestée à l'égard du principe de souveraineté	365
§2. Le choix de règles favorisant la libre circulation des personnes	367
A. La consécration du principe d'autonomie	368
B. La promotion de l'efficacité des jugements étrangers	373
1. L'assouplissement des procédures de réception des jugements étrangers	374
a. La reconnaissance des décisions étrangères facilitée	374
1°) L'automatisme de la reconnaissance des décisions étrangères.....	374
2°) La limitation des motifs de non reconnaissance des décisions étrangères...	376
b. L'exécution des décisions étrangères accélérée	380
1°) La suppression progressive de la procédure d'exequatur	381
2°) L'harmonisation des procédures familiales	384
2. Le renforcement de la confiance mutuelle entre acteurs de la justice familiale	385
a. La coordination des acteurs de la justice familiale.....	386
b. La coopération des acteurs encouragée par l'Union européenne	387
Section 2 : Les objectifs matériels poursuivis.....	391
§1. Les règles visant à protéger une partie	391
A. Des règles favorisant le créancier d'aliment	391
B. Des règles fondées sur l'intérêt supérieur de l'enfant.....	393
§2. Les règles favorisant une institution.....	396
A. La favor divortii dans le règlement « Bruxelles II Bis ».....	397
B. La favor divortii dans le règlement (UE) n° 1259/2010.....	399
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	403
CONCLUSION DU TITRE 1	405
TITRE 2 :	
L'HARMONISATION DES ORDRES JURIDIQUES EUROPÉENS EN DROIT DE LA FAMILLE	407
Chapitre 1 :	
L'INDIVIDUALISME DU DROIT DE LA FAMILLE.....	
EUROPÉEN CONTEMPORAIN	413
Section 1 : La libéralisation des relations de couple	415

§1. La promotion de l'égalité entre l'homme et la femme au sein du couple.....	416
A. La répartition équilibrée des rôles conjugaux	417
B. La répartition équilibrée des rôles parentaux.....	419
1. Le rééquilibrage au profit de la mère	419
2. Le rééquilibrage au profit du père	421
§2. La privatisation des relations de couple	425
A. La promotion de la volonté	426
1. La promotion de la volonté pendant la vie du couple.....	426
2. La promotion de la volonté lors de la rupture du couple	428
a. L'autonomie de la volonté et le principe de la rupture.....	428
b. L'autonomie de la volonté et les effets de la rupture.....	432
B. L'affaiblissement de l'ordre public familial de direction	434
Section 2 : L'apparition d'un droit de la famille pédocentrique	437
§1. La promotion de l'intérêt de l'enfant.....	437
A. Le droit de la famille centré sur l'intérêt de l'enfant.....	438
B. Le renforcement des droits de l'enfant.....	442
§2. La promotion de la volonté de l'enfant	445
A. La participation de l'enfant aux décisions familiales.....	445
B. La participation de l'enfant aux décisions judiciaires.....	446
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	449
Chapitre 2.....	
LE PLURALISME DU DROIT DE LA FAMILLE.....	
EUROPÉEN CONTEMPORAIN	451
Section 1 : La reconnaissance juridique grandissante de la famille homosexuelle.....	453
§1. La reconnaissance juridique de l'homoconjugalité.....	453
A. L'institutionnalisation de l'homoconjugalité	453
B. L'assimilation aux couples hétérosexuels mariés	457
1. L'assimilation instantanée	458
2. L'assimilation graduelle	458
a. En Allemagne	459
b. En France	460
§2. La reconnaissance juridique de l'homoparenté et de l'homoparentalité.....	463
Section 2 : La reconnaissance juridique grandissante des familles recomposées	469
§1. La prise en compte du rôle du beau-parent au sein de la famille recomposée	470

A. L'association du beau-parent à l'éducation de l'enfant.....	471
B. Le maintien des liens affectifs entre l'enfant et le beau-parent.....	475
§2. L'absence de statut global propre aux familles recomposées	477
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	481
CONCLUSION DU TITRE 2.....	483
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.....	485
Conclusion générale	487
BIBLIOGRAPHIE	491
INDEX	581
TABLE DES MATIÈRES	589